



Joseph-Anaël Lemieux
Avocat-conseil junior

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6551

Courriel
jlemieux@dwpv.com

Expertise
Règlement de différends
Droit public

Barreau
Québec, 2017

Avocat plaissant habile et engagé, Joseph-Anaël travaille étroitement avec les clients pour résoudre leurs différends de façon rapide et concluante.

Joseph-Anaël conseille les clients à l'égard de tous les aspects du règlement des différends, en se consacrant particulièrement au droit de la santé, au droit public ainsi qu'aux litiges commerciaux et aux actions collectives.

Joseph-Anaël a représenté des clients devant des tribunaux de plusieurs instances, dont la Cour suprême du Canada, ainsi que devant des tribunaux administratifs et d'arbitrage.

MANDATS REPRÉSENTATIFS

Égale Canada Human Rights Trust Inc.

Représentation d'Egale Canada, seul organisme sans but lucratif du Canada voué à la promotion des droits de la communauté bispirituelle, lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre, queer et intersexuée, en qualité d'intervenant à une contestation constitutionnelle de dispositions du *Code civil du Québec* au motif que celles-ci portent atteinte aux droits des personnes transgenres, non-binaires et intersexuées et de leurs enfants. Dans une victoire décisive pour les droits de la personne, la Cour supérieure du Québec a déclaré six dispositions inconstitutionnelles. La Cour d'appel du Québec a entendu l'appel de cette décision en avril 2022, appel qui à l'heure actuelle est en délibéré.

Aéroports de Montréal

Représentation d'Aéroports de Montréal (« ADM ») à titre d'intervenante dans le cadre d'un différend opposant Bombardier Inc. (« Bombardier ») et Groupe Axor Inc. (« Axor ») concernant l'exécution fautive d'un contrat de construction « clé en main ». Axor a conçu et construit un hangar d'avion pour le compte de Bombardier sur un terrain loué par ADM. Bombardier allègue qu'Axor a omis de raccorder certains drains pour la vidange des eaux usées situés au fond des gouttières de récupération au réservoir de récupération souterrain, ce qui aurait entraîné le rejet d'eau contaminée dans le sol du terrain où se trouve le hangar.

Fédération des médecins spécialistes du Québec

Représentation de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (la « FMSQ »), défenderesse dans une action collective concernant des frais facturés aux patients. Les représentants du groupe prétendent que la FMSQ a encouragé ses membres à charger certains frais à des personnes assurées, en contravention de la *Loi sur l'assurance maladie*.

Wärtsilä Canada Inc.

Représentation de Wärtsilä Canada Inc., société de génie d'origine finnoise, devant la Cour suprême du Canada dans le cadre d'un litige en responsabilité du fait du produit portant sur l'application du *Code civil du Québec* à une réclamation régie par le droit maritime canadien.

Giant Tiger Stores Limited

Joseph-Anaël Lemieux

Avocat-conseil junior

Bureau

Montréal

Tél.

514.841.6551

Courriel

jlemieux@dwvpv.com

Représentation de la défenderesse Giant Tiger Stores Limited dans le cadre de plusieurs actions collectives introduites au Canada (notamment en Ontario, en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, en Alberta, au Manitoba, au Québec et devant la Cour fédérale) concernant des allégations de fixation du prix de produits qui transforment la farine en pains commerciaux au Canada dans les secteurs de la vente en gros et de la vente au détail.

MSG Lac Mirabel s.e.c., Morgan Stanley Real Estate Fund (MSREF) IV Mirabel Trust et autres

Représentation de MSG Lac Mirabel s.e.c., Morgan Stanley Real Estate Fund (MSREF) IV Mirabel Trust et d'autres en défense d'une action de 55 millions de dollars concernant une prétendue entente pour l'achat et la vente d'un site de 7,2 millions de pieds carrés à Mirabel, au Québec, sur lequel un important centre commercial et un projet résidentiel sont en cours.

Denso Corporation

Représentation en défense de Denso Corporation (et d'entités apparentées) relativement à une douzaine de recours collectifs intentés dans tout le Canada sur le fondement d'allégations de comportement anticoncurrentiel lié à la vente de pièces automobiles, y compris en ce qui a trait à une procédure de certification contestée et à des questions transfrontalières soulevées en raison de recours collectifs intentés parallèlement aux États-Unis.

Cast Steel Products (Canada) Ltd. et Cast Steel Products (US) Ltd.

Représentation de Cast Steel Products (Canada) Ltd. et de Cast Steel Products (US) Ltd. (« CSP ») relativement à l'action qu'elles ont intentée contre un de leurs représentants des ventes contractuels indépendants et certains autres tiers. Le litige porte sur des allégations d'appropriation et d'utilisation illégales de renseignements confidentiels sensibles sur le plan commercial concernant les affaires et les clients de CSP.

Succession René G. Lépine

Représentation de la Succession René G. Lépine dans le cadre de la contestation d'une action de 25 millions de dollars intentée par le syndicat des copropriétaires de tours résidentielles situées au centre-ville de Montréal concernant des vices de construction allégués.

Groupe Denso

Représentation avec succès du Groupe Denso qui contestait la demande d'autorisation d'une action collective devant la Cour supérieure du Québec. Le demandeur cherchait à représenter l'ensemble des acheteurs/locataires de certains modèles de véhicules automobiles sur lesquels auraient été installées des pompes à essence défectueuses qui auraient été fabriquées par le Groupe Denso. Davies a obtenu gain de cause pour le Groupe Denso, l'action collective proposée ayant été rejetée.

DISTINCTIONS

Best Lawyers: Ones to Watch — Litige, droit des sociétés/droit commercial; Litige, actions collectives; Droit administratif et public

MATIÈRE À RÉFLEXION

DAVIES

Joseph-Anaël Lemieux

Avocat-conseil junior

Bureau

Montréal

Tél.

514.841.6551

Courriel

jlemieux@dwpv.com

L'État peut-il engager sa responsabilité pour les troubles de voisinage?

17 juin 2020

Transport Desgagnés c. Wärtsilä Canada : le droit maritime canadien change de cap

4 déc. 2019

Le gouvernement du Québec augmente l'âge minimum de consommation du cannabis à 21 ans

12 nov. 2019

La Cour supérieure du Québec confirme le droit à la négociation collective des employés de l'État

8 oct. 2019

La Cour supérieure du Québec déclare que l'interdiction de posséder et de cultiver des plants de cannabis à des fins personnelles est inconstitutionnelle

10 sept. 2019

Légalisation du cannabis : Guide à l'intention des employeurs

19 oct. 2018

FORMATION

Université McGill, B.C.L., LL.B., 2016

Université du Québec à Trois-Rivières, B.A. (psychologie), 2012

ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

L'Orchestre symphonique de Montréal, Cercle des jeunes ambassadeurs, Comité exécutif